

# PURE CAPITAL

## ET SI LA PANDÉMIE DE COVID-19 RELANÇAIT LE PROJET EUROPÉEN ?



L'Union européenne a connu l'été dernier une petite révolution un peu négligée par les marchés financiers, trop accaparés par l'épisode des élections américaines et les péripéties de la crise sanitaire du Covid-19. Rendu possible par le soutien de l'Allemagne consciente que son principal marché d'exportation est l'Europe et par le départ du Royaume-Uni qui fut un fervent opposant à l'idée fédéraliste, le plan de relance de 750 milliards d'euros dont 390 milliards d'euros de subventions (2,6% du PIB de l'UE) et 360 milliards de prêts qui viennent s'ajouter aux programmes nationaux de relance budgétaire, sera financé par des emprunts émis par la Commission européenne.

Ce plan qui sera ciblé sur les pays les plus affectés par la pandémie, en particulier dans le sud de l'Europe, constitue bien une première puisqu'il renforce significativement l'intégration européenne en permettant une bien meilleure circulation de l'épargne du nord vers le sud. Jusqu'à présent, l'épargne excédentaire de l'Allemagne et des Pays-Bas était investie en bons du Trésor américain au détriment de la croissance européenne. Pour faire accepter l'idée d'une mutualisation des dettes souveraines aux pays réputés "frugaux" attachés à l'orthodoxie budgétaire (Pays-Bas, Danemark, Suède, Autriche), les responsables politiques allemands et français ont eu l'intelligence de présenter ce plan de relance comme faisant partie d'une politique plus globale de renforcement de la souveraineté de l'Europe en matière de numérique, d'intelligence artificielle, de transition écologique et de santé. Les plans de relance nationaux seront évalués par la

Commission et validés à la majorité qualifiée des vingt-sept membres. Depuis dix ans, les marchés boursiers européens sous-performent les actifs américains tirés par les valeurs de croissance et leur statut de valeurs refuges. La crise des dettes souveraines de la zone euro de 2010-2012 a éloigné de nombreux investisseurs de l'Europe ; le Brexit et les crises politiques et sociales à répétition (Italie, Espagne, France) n'ont pas aidé à restaurer la confiance dans le dessein européen. Pourtant, la nouvelle Commission semble avoir pris conscience de la nécessité d'armer l'Europe face aux grands enjeux du XXI<sup>e</sup> siècle. Le plan de relance acte sa volonté de pérenniser le projet européen et l'euro par la même occasion. Dans ce cadre, la BCE joue parfaitement son rôle en réassurant la solvabilité des membres de la zone euro.

Le Vieux Continent n'a rien à envier aux États-Unis dont la croissance économique est dopée depuis longtemps par des déficits excessifs et dont le climat politique et social n'a rien de rassurant. Après le traumatisme du Brexit, l'administration Trump aura eu le mérite de bousculer les Européens et de leur faire comprendre qu'ils devaient prendre leur destinée en main face aux ambitions de la Chine et au délitement des relations internationales. Les parlements nationaux doivent encore avaliser le plan de relance, mais les chances sont grandes de voir les investisseurs reporter toute leur attention sur l'Europe en 2021.

**Dominique Marchese**, Head of Equities & Fund Manager